

Poids international et dimension culturelle de l'Islam

Jargy S.

La Méditerranée aujourd'hui (I)

Paris : CIHEAM
Options Méditerranéennes; n. 30

1975
pages 66-71

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010631>

To cite this article / Pour citer cet article

Jargy S. **Poids international et dimension culturelle de l'Islam**. *La Méditerranée aujourd'hui (I)*. Paris : CIHEAM, 1975. p. 66-71 (Options Méditerranéennes; n. 30)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Poids international et dimension culturelle de l'Islam

S. JARGY

Professeur à l'Université de Genève
et à l'Institut d'Études du Développement

« Je ne voudrais pas prophétiser la résurgence d'un Islam hautement militant, mais parmi les phénomènes inattendus qui se déroulent à l'heure actuelle sur les différents continents, l'Occident serait avisé de ne pas sous-estimer la ré-émergence d'un Islam renaissant en tant que facteur mondial... »

(Sir H. A. R. GIBB) (1).

Quatorze siècles d'histoire ont façonné une civilisation à la fois diversifiée et spécifiquement unitaire dont se réclame une des plus larges communautés de notre planète, le Monde musulman. Car l'Islam est aujourd'hui un des facteurs dominants qui informent de manière apparente ou latente la vie ou le devenir d'environ 600 millions d'hommes répartis en de larges sociétés sur plusieurs continents. Présent massivement en Asie et Afrique où il est assez souvent majoritaire, l'Islam tend à se constituer en centre de gravité du Tiers-Monde et acquiert par là-même un poids mondial croissant. Il suffit de rappeler ici certaines données de la vie internationale : la dernière Conférence islamique au sommet avait réuni à Lahore, du 22 au 24 février 1974, 38 pays membres de l'ONU (2). Ce chiffre pourrait bientôt atteindre la cinquantaine si l'on tient compte de certains États où la population est à plus de 50 % musulmane et qui ne font pas encore partie de la Conférence permanente : tels le Dahomey, l'Éthiopie (Érythrée), la Côte d'Ivoire, la République de Centre-Afrique, le Nigeria, la Tanzanie, le Togo, la Haute-Volta, le Cameroun, les Iles Maldives et les Comores (3). L'Islam est en outre prépondérant ou majoritaire dans bon nombre d'Organisations régionales à caractère politico-économique, et de conférences para-gouvernementales au niveau international. Citons pour mémoire la Conférence des non-alignés, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEC)... (4).

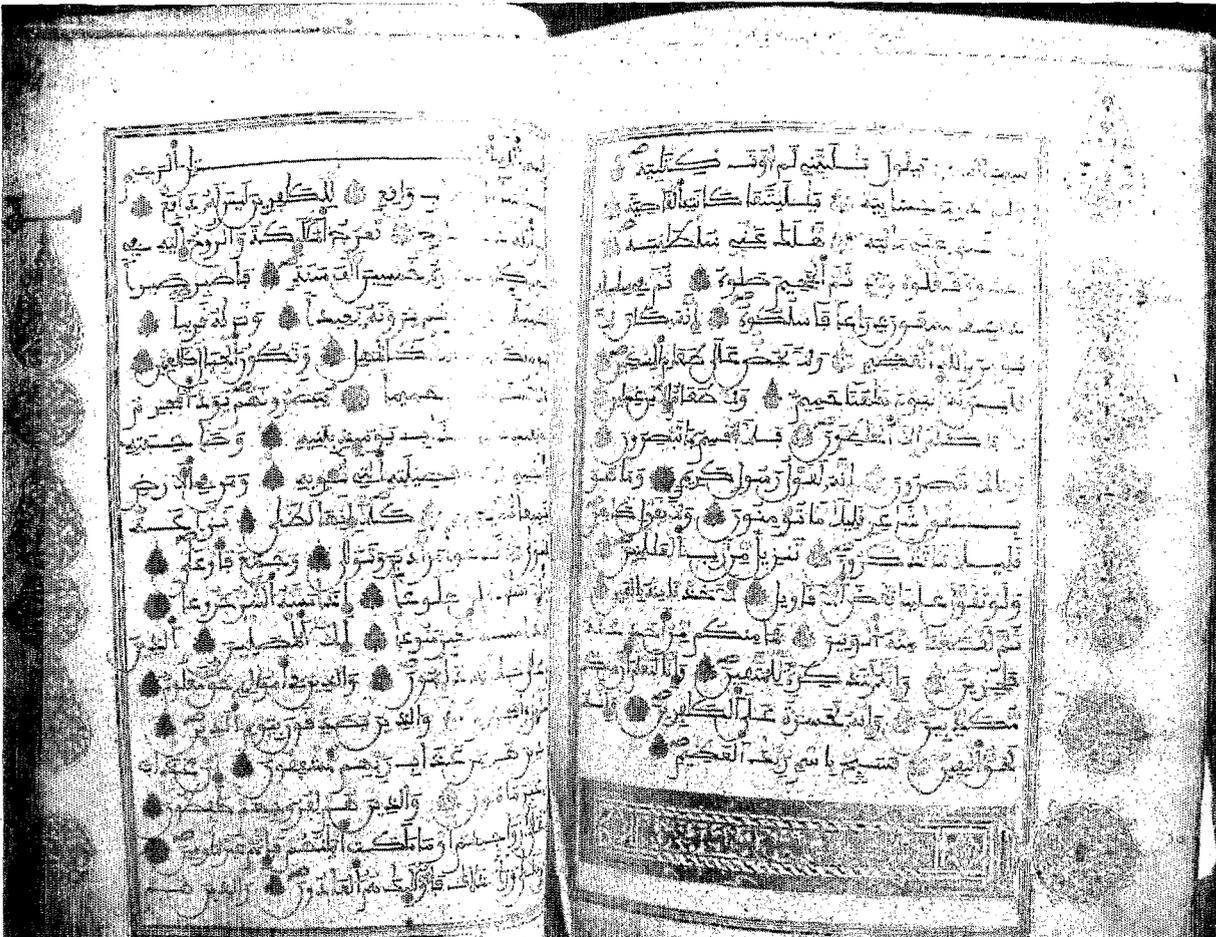
(1) GIBB (Sir Hamilton A. R.). — « Religion and Politics in Christianity and Islam » dans « Proctor J. HARRIS ed. : *Islam and International Relations* », Londres, 1965.

(2) La première conférence islamique au sommet s'était tenue à Rabat (Maroc) du 22 au 25 septembre 1969. 25 pays seulement y avaient alors participé.

(3) Ce chiffre n'inclut pas les pays communistes à majorité musulmane comme l'Albanie ou les Républiques soviétiques d'Asie centrale.

(4) Des pays musulmans sont également présents dans des Organisations à caractère militaire comme le NATO, le CENTO (ancien Pacte de Bagdad), l'OTASE (pacte défensif de l'Asie du sud-est qui vient d'être dissous), le Conseil de l'Europe, et se rattachent (comme membres associés) au Marché commun européen.

Photo L. Roger - Viollet



Pages du Coran (Manuscrit de l'Escorial).

A un niveau régional, l'Islam tend à prolonger son rôle idéologique et politique par des structures plus particulièrement économiques, seules capables de lui donner une portée qui ne soit purement religieuse ou culturelle. Ainsi le Secrétariat permanent du Congrès islamique peut-il bénéficier d'un budget de 20 millions de dollars en 1974, tandis qu'est créée, le 12 août de la même année, une banque islamique de développement au capital de 2,4 milliards de dollars. Un Fond dit de solidarité islamique est également à l'étude pour aider les pays musulmans les plus défavorisés (5). Sur un autre plan, la Conférence panislamique de Lahore avait décidé la mise sur pied d'une Agence islamique d'information dotée d'un système de télécommunications par satellites à destination des pays d'Asie, d'Afrique, d'Europe et même d'Amérique. Si l'on y ajoute les différents établissements islamiques : instituts, mosquées, écoles... financés en grande partie par la Ligue islamique de La Mekke et répandus dans le monde, on peut évaluer la volonté des dirigeants musulmans actuels de redonner à l'Islam sa vocation internationale d'autrefois.

(5) Il faut tenir compte aussi des fonds de développement plus spécifiquement arabes, tels que celui qui fonctionne déjà à Kuwait et dans les Emirats Arabes Unis. Rappelons aussi la création d'un fond de développement pour les pays africains, institué par la Ligue Arabe à la suite de la guerre israélo-arabe en octobre 1973. Déjà auparavant, et sans doute sous le poids de cette nouvelle conscience islamique, un certain nombre de pays africains avaient rompu leurs relations diplomatiques avec Israël.

Empire historique et unité culturelle

Cette vocation n'est pas un phénomène nouveau de notre temps. A partir du VIII^e siècle de notre ère, l'Islam, parti d'Arabie, bâtit en quelques années un des plus grands empires que l'histoire ait connus : à leurs extrémités, ses limites touchèrent aussi bien à l'Indus qu'à l'Atlantique, à l'Océan Indien qu'à la mer d'Aral. Une civilisation de type religieux, politique et socio-économique s'y forgea, qui unifia en les intégrant peuples et ethnies d'origine et de culture différentes, mais rangés sous une même bannière. Cette unification présenta un caractère plus permanent et plus profond dans le bassin de la Méditerranée orientale. A une époque reculée déjà, une unité culturelle s'y était constituée par le rayonnement de très vieilles civilisations des vallées fluviales de l'Égypte et de la Mésopotamie, des conquêtes répétées et des mouvements de populations massifs contribuant à diffuser dans toute la région des formes de culture et de religion communes. Puis, pendant plus d'un millénaire, la majeure partie du Bassin s'était trouvée politiquement unifiée sous l'autorité des empires perse, macédonien et romain. Le christianisme avait apporté avec lui, pour un temps, une nouvelle forme d'unité culturelle. Il devait faire place enfin à l'Islam qui est aujourd'hui le facteur essentiel de cette unité.



Partenaire et colonisé

Dans le même temps, cette longue évolution historique avait été marquée par une vocation constante de la Méditerranée orientale : le négoce et les échanges commerciaux. Cette vocation était de nature à faire du Monde arabo-musulman le partenaire naturel en même temps que le rival de l'Europe. Il n'est pas lieu de rappeler ici cette longue histoire de confrontations et de cohabitation plus ou moins pacifique qui, pendant des siècles, a régi les rapports Islam-Occident. Il suffit de noter que le résultat fut à l'inverse du processus historique que nous venons de souligner. Mais alors que l'Islam avait constitué, dans ce qui était devenu son domaine, un facteur d'unification et d'intégration, l'impact colonial de l'Occident, déclenchant un processus de désintégration des sociétés musulmanes, y favorisa un type de conditions et de relations qui devait déterminer l'état présent et futur des rapports Europe-Monde arabo-musulman. Ce phénomène s'observe plus particulièrement dans le Bassin méditerranéen. Le démembrement de l'Empire ottoman après la première guerre mondiale, et la création d'États-Nations indépendants ainsi que de territoires sous mandat ou protectorat, avaient achevé la dissolution du système politique et administratif ayant régi, pendant quatre siècles, la plus grande partie de la région. Cette évolution, jointe aux transformations économiques consécutives à la découverte du pétrole, n'a cessé d'accentuer l'influence de la civilisation technologique et culturelle occidentale qui s'exerçait déjà depuis la fin du XVIII^e siècle. Les régions sur lesquelles elle se fit sentir tout d'abord, et où elle pénétra le plus profondément, sont précisément celles qui bordent la Méditerranée :

Turquie, Égypte, Palestine et Liban. Par contre, les pays de la Péninsule arabe ne subissent l'influence de l'Occident que depuis la fin de la première guerre mondiale.

Cette plus ou moins grande pénétration de l'Occident introduit un élément de diversité qui rend illusoire toute extrapolation. D'autre part, elle crée à l'intérieur d'un même pays de curieuses oppositions : ainsi, dans certains établissements pétroliers, les salaires des ouvriers sont nettement supérieurs à la maigre rémunération des travailleurs de la terre. Les premiers en outre jouissent de retraites et d'assurances, bénéficient de maisons et de coopératives. Le pétrole assure à une petite minorité un niveau de vie sans commune mesure avec celui des masses populaires.

Il convient aussi de remarquer que, dans aucun de ces pays, l'influence de l'Occident n'a affecté au même degré toutes les classes sociales : elle est beaucoup plus accentuée dans les zones urbaines et, même là où elle a conquis les classes supérieures, on continue toujours, au bas de l'échelle, à vivre suivant un mode millénaire. Les classes possédantes et dirigeantes peuvent déjà se comparer à la société occidentale en ce qui concerne les taux de natalité et de mortalité, le logement, l'alimentation, les services médicaux et l'instruction, alors que la grande majorité de la population — exception faite des pays pétroliers les plus riches — en est dans la plupart de ces domaines à peu près au même point qu'au Moyen-Age (6).



Occidentalisation et identité propre

Cette écrasante pression de l'Occident, au-delà de la diversité des situations créées, suscite dans les milieux de l'intelligentzia et parmi les dirigeants des pays musulmans, trois tendances principales :

a) Celle des « Occidentalisés » ou partisans des innovations radicales inspirées du modèle technologique, dont les objectifs sont l'*industrialisation* rapide et complète de leurs pays sur des bases similaires à celles des nations les plus développées, avec toutes les conséquences sociales et culturelles qu'entraîne un tel processus.

b) La tendance « traditionaliste » qui est à l'origine d'une réaction contre la pénétration des coutumes et idéaux d'Occident jugés dissolvants, et d'un puissant mouvement de retour aux valeurs fondamentales et aux traditions premières de l'Islam (7).

c) Le courant enfin « progressiste » propre à un certain nombre d'intellectuels et militants, dont le but est de sensibiliser puis de promouvoir les masses populaires au travers de révolutions d'inspiration marxite-léniniste ou trotskyste, sinon maoïste.

(6) Voir publications du Centre de Documentation et de Synthèse, Paris.

(7) Cette tendance initiée au XIX^e siècle par ce qu'on appelle le mouvement réformiste musulman avec comme doctrinaires des théologiens et juristes célèbres, tels qu'AFGHANI et ABDO, a inspiré à l'époque contemporaine une organisation aussi connue qu'active : l'Association des Frères Musulmans.

Un fait reste cependant constant : au-delà même de la fascination exercée par le modèle de la société technologique et industrielle sur l'esprit d'une certaine élite, l'Islam, en tant qu'idéologie et civilisation, tend à s'opposer par un réflexe profond, même s'il n'est parfois qu'obscurément senti, aux idéologies se partageant le monde : capitalisme, marxisme, société libérale de consommation... Face à ces systèmes, les pays musulmans cherchent leur propre voie — cette troisième ou quatrième voie dont chacun se réclame à sa manière — en tentant des expériences différentes. Car, pour tous, le poids historique et actuel de l'Islam est tel qu'il se trouve consciemment ou inconsciemment au cœur des problèmes idéologiques de structuration et de modernisation qui se posent à la plupart d'entre eux : la Libye révolutionnaire qui prend le Coran, livre révélé de l'Islam, comme principale source de législation a entrepris un travail de refonte totale de ses structures politiques, sociales et économiques sur la base de la Shari'a (loi canonique), tandis que l'Islam est reconnu comme « religion d'État » en République arabe d'Égypte. En Arabie Saoudite, le secrétariat du Congrès permanent islamique a créé une banque sur la base de la « Zakât » — principe coranique qui exclut, comme on le sait, l'usure. Une banque similaire vient d'être établie à Dubai (Emirats Arabes Unis). Ajoutons comme autre exemple le rétablissement de l'enseignement du Coran en arabe dans un pays qui avait pourtant opté pour la sécularisation totale : la Turquie. On peut y ajouter le cas de pays appartenant à l'aire africaine, comme la Somalie et maintenant l'île des Comores, promue dernièrement à l'indépendance, où l'enseignement traditionnel du Coran favorise l'adoption de l'arabe comme langue à la fois de culture et de communication (8).

Ainsi, aucune approche des problèmes fondamentaux des pays d'Asie et d'Afrique ne peut se faire valablement si, d'une part, on n'y inclut ce qui représente un centre de gravité de l'Islam, le Monde arabe, et si, d'autre part, on ne tente de saisir ce qu'est le phénomène islamique dans ses dimensions religieuses, culturelles, psychologiques, socio-politiques et économiques. Même si la diversité géo-politique des pays se réclamant de la religion musulmane, ou ayant complètement ou partiellement adopté le système laïcisant de l'Occident, paraît reléguer l'Islam à un rang secondaire lui enlevant son ancienne cohésion, celui-ci demeure une toile de fond qui colore la psychologie, les actes et motivations des individus et des sociétés islamiques. A cet égard, l'Islam reste une plateforme initiale et essentielle dans toute étude du développement des pays musulmans d'Asie et d'Afrique.

Au-delà des divergences et même des rivalités et conflits, ces réalités créent entre tous les pays musulmans un courant de solidarité, surtout lorsqu'ils se trouvent affrontés à des problèmes fondamentaux touchant leurs relations avec l'Occident.

D'ici naît l'attention qui mérite d'être portée aux efforts de recherche et de reconstruction entrepris par les États musulmans à la fois sur un plan intérieur et dans leurs rapports avec l'extérieur. Car, en dépit des

(8) Voir sur l'avenir culturel des Comores l'article intéressant publié dans la revue « *l'Afrique et l'Asie modernes* », 1^{er} trimestre, n° 104, pp. 51-55.

exemples déjà cités, le problème majeur qui se pose à toutes ces sociétés modernes — celui de la transmutation d'un Islam traditionnel « intégrant » en un Islam moderne « intégré » — est loin d'avoir abouti au niveau du concret : j'entends l'existence d'un état-nation moderne structuré politiquement, socialement et économiquement selon les principes du Coran. Si nous mettons à part le cas du régime théocratique particulier de l'Arabie Saoudite, aucune nation musulmane n'a encore réussi à modeler sa vie et ses institutions selon les normes islamiques. En regardant de près les expériences tentées, force est de constater qu'il s'agit de formules mitigées qui, en donnant une façade d'islamisation au régime politique, laissent pratiquement intacts les problèmes d'adaptation posés à chaque État qui se veut tout à la fois musulman et d'avant-garde.

Et ici s'ouvre la seule issue possible au dilemme où tendent à s'enfermer les pays musulmans : celle, non plus de la construction globale d'un Islam intégré — entreprise qui s'avère aussi ardue qu'illusoire — mais d'une recherche expérimentale au niveau du concret, où chaque problème particulier essaierait de trouver sa solution appropriée (9). Pour ce faire, les Musulmans bénéficient, au plan de l'idéation et de l'application, d'une liberté de choix qui a déjà conféré à l'Islam, à certains moments de son histoire, une dynamique étonnante : al-Ijtihâd, procédé juridique et moral qui favorise l'effort de recherche et d'interprétation personnelles du Coran et de la Sunna adaptées aux conditionnements nouveaux. En l'absence d'un sacerdoce, d'un clergé hiérarchique qui légifère en matière canonique, l'Islam a cette extraordinaire souplesse de permettre à tout musulman ou à tout groupe de musulmans, quels qu'ils soient, de le repenser et de proposer des solutions d'adaptation et d'applications dont la communauté toute entière pourrait ensuite bénéficier (10).

Cet « Ijtihâd » est déjà à l'œuvre dans la plupart des pays musulmans, sous forme d'expériences concrètes, comme nous l'avons constaté. Variées d'un pays à l'autre, différentes dans leurs motivations et leur finalité, parfois même dressées les unes contre les autres, toutes ont du moins le mérite de chercher à déboucher sur un Islam spécifique face à une civilisation technologique et matérialisante qui tend vers l'uniformisation de la planète en écrasant notamment les héritages culturels traditionnels.

Élargies aux dimensions des différents continents où l'Islam se trouve présent, ces options engagent l'avenir d'une large fraction de l'humanité, et à ce titre nous touchent de très près : car, de l'évolution future du Tiers-Monde, dont l'Islamisme est l'épicentre, dépendront en partie le sort de la civilisation de demain au sens universel, et la pérennité des cultures au sens national et spirituel.

(9) Louis GARDET, dans son ouvrage « L'Islam, religion et communauté », Paris, 1967, a exposé de manière pénétrante les prolongements idéologiques de ces options pour l'Islam moderne (voir chap. VI, VII, VIII).

(10) Les réformes entreprises dans les pays jeunes, tels que la Tunisie, l'Algérie et la Libye, sont à cet égard des plus intéressantes à suivre.